

Communiqué de presse.

Jeudi 29 novembre 2018, Grigny :
Journée « Archives "essentiels" et politique de la ville : pour un répertoire permanent des actions mémoires dans les territoires ! »

Le 16 octobre 2017, l' « appel de Grigny » plaidait pour une relance de la politique de la Ville. Parmi de nombreux points, l'histoire et les mémoires des quartiers, inscrites dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 13 février 2014, auraient pu être l'objet de cette relance.

Mais il aurait fallu également qu'une politique des archives, réellement démocratique et citoyenne, soit redéfinie. Or, le 14 novembre 2017, *Le Monde* révélait la contribution du Ministère de la Culture pour le Comité Action publique 2022, avec notamment une politique d'économies basée sur la notion d' « archives essentielles ». Le 21 novembre, des historien.ne.s lançaient une pétition contre cette « nouvelle » politique. Les mois suivants virent différents secteurs patrimoniaux et culturels se mobiliser autour de l'« appel de Montreuil ».

Alors, si la politique de la ville a encore un sens, quelles places sont réservées aux mémoires, à l'histoire, qui plus est « populaire », et aux archives ? Et, s'il existe encore une politique des archives, quelles places pour les quartiers, les territoires et les habitants ?

Comment éviter que le travail lancé par des professionnels des archives, de la politique de la ville, des historien.nes et des associations menant un travail de mémoire, depuis le colloque des archivistes municipaux de Toulouse (2001) et le séminaire DIV (Délégation interministérielle à la Ville) - DAF (Direction des Archives de France) du 17 juin 2004, ne soit réduit qu'à la mémoire de « grands témoins » ? Et comment faire pour que se concrétise la perspective issue de la journée du 6 mai 2014 « Archives, histoire, travail de mémoire et politique de la ville », à savoir le projet de répertoire permanent des actions mémoires dans les territoires ?

Fruit d'une co-production entre l'Inter-réseaux Mémoires-Histoires et le Réseau national d'actions des archivistes, au croisement des politiques culturelles / patrimoniales et des politiques de la ville, ce projet vise à donner visibilité et reconnaissance à ce travail réalisé en commun et aux actions menées dans ces territoires, notamment dans les quartiers dits « sensibles » ou « difficiles ».

Première phase de cette démarche, une fiche-questionnaire est à finaliser ensemble. il s'agit de la présenter et de la "mettre à l'épreuve" avec des « cas » de différentes régions.

Cette journée sera aussi l'occasion de réinterroger la place des archives dans les dispositifs de l'éducation artistique et culturelle (EAC) et dans l'action territoriale du ministère de la Culture.

La journée se terminera sur des propositions de précision et d'enrichissement de la fiche-questionnaire et sur le développement du répertoire à court et moyen terme.

Cette journée nationale sera ouverte par une conférence inaugurale sur « Archives "essentiels" et histoire populaire » par Gérard Noiriel à l'occasion de la sortie de son *Histoire populaire de la France* (Agone, 2018). Elle aura lieu à la Maison des Enfants et la Nature, près des lacs de Grigny-Viry.

Contact et inscriptions : contact@rn2a.fr